

LA BANQUE DE CREDIT AGRICOLE DU ZAIRE:  
EVALUATION CRITIQUE ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

P R O J E T   D E   R A P P O R T

Rapport présenté à la Mission USAID de Kinshasa, Zaïre  
dans le cadre du Projet N° 660-0510  
(Contrat N° 660-0510-C-008430-00)

par

Carlos E. Cuevas  
Maître de Conférence à  
L'Université de l'Etat de l'Ohio

Pour le compte de la Fondation pour la Recherche de  
L'Université de l'Etat de l'Ohio  
1314 Kinnear Road  
Columbus, Ohio 43212-1194

Kinshasa, Novembre 1988

## TABLE DES MATIERES

	page
I. INTRODUCTION	1
II. HISTORIQUE	1
III. GESTION DU PASSIF	4
A. Dettes et Capital	4
B. Mobilisation des Ressources	5
IV. GESTION DE L'ACTIF	7
A. Portefeuille de l'Actif	7
B. Portefeuille des Prêts	8
C. Efficacité du Recouvrement et Qualité de l'Actif	9
V. PERFORMANCE FINANCIERE	11
VI. SYNTHESE DE L'EVALUATION ET RECOMMANDATIONS	12
TABLEAUX 1	14
2	15
3	16
4	17
5	18
6	19
7	20
8	21
ANNEXE DES TABLEAUX	22

La Banque de Crédit Agricole du Zaïre:  
Evaluation Critique et Recommandations de Politique

Carlos E. Cuevas  
Novembre 1988

I. INTRODUCTION

Cette étude de la Banque de Crédit agricole (BCA) a été réalisée à la demande de l'USAID Kinshasa afin d'identifier les rôles que pourrait jouer la BCA et d'aider à définir la politique de l'USAID et du Conseil Exécutif vis-à-vis de la banque. C'est ainsi que l'étude documente et analyse les opérations, la gestion et la performance de la BCA de 1983 à 1988.

L'étude est basée sur des données fournies par la BCA, des entrevues prolongées avec des responsables de la BCA, et des conversations avec d'autres personnalités pertinentes de la communauté financière. La banque a donné au consultant un accès presque illimité à ses états financiers, dossiers de prêts et documents comptables. En outre, plusieurs rapports portant sur le système financier du Zaïre, le crédit agricole et la BCA ont été consultés et des renseignements généraux en ont été tirés pour la rédaction de ce rapport.

Organisation du Rapport

Au chapitre suivant sont résumées l'historique de la structure et de l'évolution de la BCA, ainsi que les caractéristiques principales de l'environnement de réglementation dans lequel la banque opère. La gestion du passif de la BCA est ensuite documentée et analysée au Chapitre III ainsi que l'efficacité de la banque à mobiliser des fonds. La gestion de l'actif, le portefeuille des prêts, la clientèle emprunteuse, et l'efficacité du recouvrement des prêts sont examinés et évalués au Chapitre V. Le dernier chapitre du rapport est consacré à une évaluation sommaire de la performance de la BCA, suivie des conclusions et implications de politique.

II. HISTORIQUE

La BCA a été fondée en octobre 1982 dans le but général de contribuer au développement économique du Zaïre, but qui serait atteint en appuyant la création, l'expansion et la modernisation d'entreprises établies dans les secteurs de l'agriculture, la pêche et l'élevage ainsi que dans les

secteurs fournissant des services à l'agriculture. Les statuts de la banque lui permettent de réaliser une grande variété d'interventions financières dans la fourniture de crédit, cautionnements, investissements, services techniques et financiers, ainsi que la mobilisation de ressources pour ses propres opérations<sup>1</sup>.

La banque démarra ses opérations au cours du dernier mois de l'année 1983 avec un fonds social de 5 millions de zaïres et une dotation en capital de 125 millions de zaïres en fonds publics<sup>2</sup>.

La BCA est une petite banque commerciale qui jusqu'à une époque récente n'avait qu'une succursale à Kinshasa. La banque opère au sein d'un système bancaire fortement concentré, où les trois banques principales (c'est-à-dire le tiers du nombre total des banques commerciales) représentent près de 90 pour cent du marché<sup>3</sup>. En décembre 1987, la BCA représentait environ 1,1 pour cent du passif intérieur total des banques commerciales et une part approximativement égale du total des dépôts au sein du système bancaire commercial. Cette part du total des dépôts a baissé et est passée de 1,5 pour cent en 1984 et 1985 au niveau indiqué pour 1987. L'incidence de la banque sur le crédit intérieur total émis par les banques commerciales était de 1,4 pour cent en 1987, ce qui représente une baisse par rapport à 1985 où elle était de 1,5 pour cent, et à 1986 où elle était de 2 pour cent. Sa participation au crédit agricole global est descendue à 3,8 pour cent en 1987 (même niveau qu'en 1985) alors qu'elle était de 4,8 pour cent en 1986, tandis que sa part du total des prêts commerciaux accordés aux secteurs non agricoles est passée de 0,2 à 0,8 pour cent entre 1984 et 1987.

Les effectifs de la banque ont presque triplé entre 1984 et 1988, comme l'indique le Tableau 1 de l'Annexe. Cette hausse, observée principalement en 1987 et 1988, est associée à l'ouverture de succursales à Kikwit et Lubumbashi. Les frais de personnel, en termes réels n'ont pratiquement pas changé de 1985 à 1987, ce qui signifie que les salaires réels moyens ont fortement baissé en 1987 (voir Tableau 1 de l'Annexe). Comme nous le verrons plus en détail, plus loin, le processus inflationniste qui a caractérisé le Zaïre pendant la majeure partie de l'existence de la BCA a également érodé le capital de cette institution, ce qui a poussé la banque à rechercher des changements de politique qui autoriseraient une participation au capital à partir de sources autres que l'Etat.

<sup>1</sup> BCA (1988)

<sup>2</sup> Banque Mondiale

<sup>3</sup> Garson et Sons<sup>pl</sup>a

La caractéristique la plus importante de l'environnement économique au sein duquel la BCA opère est le lourd fardeau des réglementations financières établies par la Banque du Zaïre. Du côté des ressources, vu la réserve obligatoire de 50 pour cent sur tous les dépôts à terme de moins de six mois, il est difficile à la banque d'offrir des incitations appropriées aux clients sans compromettre sa viabilité financière. Pour leur part, les clients n'engagent pas de fonds dans des instruments à long terme étant donné les taux élevés et croissants de l'inflation. Cette situation est aggravée par le fait que le gouvernement de par ses émissions de bons du Trésor à rendement élevé ne permet pas aux banques d'avoir accès aux fonds privés. Les banques qui sont donc confrontées à de sérieux obstacles à la mobilisation des dépôts se tournent vers les emprunts à la Banque du Zaïre et les emprunts à l'étranger comme autres sources de fonds. Comme nous le verrons plus loin, la BCA ne fait pas exception à ce comportement général.

D'autre part, les initiatives de contrôle et d'allocation de crédit par la Banque du Zaïre limitent considérablement la flexibilité avec laquelle les banques peuvent gérer leur portefeuille de crédit. Les plafonds de crédit globaux sont déterminés pour chaque banque en fonction de sa performance récente de mobilisation de dépôts, et des planchers sont établis pour le crédit à l'agriculture et les prêts à moyen terme proportionnellement au plafond général<sup>4</sup>. Ces règles d'allocation de crédit font l'objet d'un contrôle hebdomadaire, ce qui occasionne des dépenses considérables, car des ressources doivent être consacrées au suivi constant du portefeuille de crédit et à la préparation des rapports hebdomadaires. La Banque du Zaïre impose des pénalités lorsque les plafonds sont dépassés et que la quote-part de l'agriculture n'est pas atteinte. Toutefois, le contrôle de la part plancher du crédit à moyen terme semble moins strict étant donné les implications de change liées à la plupart des projets à moyen terme, et la compression actuelle des devises à laquelle sont confrontées les banques commerciales<sup>5</sup>.

Dans les chapitres qui suivent, il sera clairement démontré que la BCA a fait un effort constant en vue de s'adapter aux règles et réglementations du système. Il sera démontré que la réponse de la banque n'a pas été différente de celle de la banque commerciale moyenne, même si son rendement peut être qualifié d'en-dessous de la moyenne.

<sup>4</sup> Pour l'agriculture, les planchers concernent les cultures autres que le café, le thé et autres cultures d'exportation.

<sup>5</sup> Le système bancaire ne contrôle qu'environ le tiers de la circulation des devises, tandis que la GECAMINES et la Banque du Zaïre administrent directement les deux autres tiers.

### III. GESTION DU PASSIF

Ce chapitre analyse tout d'abord la structure et le comportement des dettes et du capital de la BCA au cours de la période de 1983-1988. Ensuite, la performance de l'institution en matière de mobilisation des dépôts et du crédit est évaluée pour cette même période.

#### A. Dettes et Capital

La composition du portefeuille du passif de la BCA de 1983 à septembre 1988 est résumée à la section A du Tableau 1. Les taux de changement des divers éléments sont indiqués à la section B du même tableau. Les taux de changement ne sont pas calculés pour 1983 puisque la banque n'a opéré que pendant un mois cette année-là. Par contre, les transactions entre le siège et les deux nouvelles succursales ne sont pas consolidées dans le bilan de septembre 1988. Ceci fausse les montants qui figurent à la rubrique "autres dettes à court terme"; toutefois, 1988 est repris dans le tableau puisqu'il indique la continuation des tendances observées entre 1984 et 1987.

La première tendance majeure observée au Tableau 1 est la croissance rapide et régulière des dettes à court terme en tant que proportion des dettes totales, de 64 pour cent en 1984 à 80 pour cent en 1987 et 85 pour cent en 1988. Ceci reflète tant les initiatives de mobilisation des ressources par la banque que le résultat de l'inflation croissante. Le raccourcissement des termes du passif et de l'actif est un effet typique des processus inflationnistes. Cependant, le bilan des banques commerciales marque un ajustement encore plus extrême et rapide de ce même phénomène - les dettes intérieures à court terme sont passées de 79 pour cent des dettes intérieures totales en 1984 à 95 pour cent en 1987.

L'augmentation de l'incidence des dettes à court terme susmentionnée obéit principalement à un accroissement des emprunts auprès de la Banque du Zaïre et d'autres banques, tandis que la part des dépôts et des comptes courants a diminué régulièrement entre 1984 et 1988, pour passer de 63 pour cent à environ 40 pour cent<sup>6</sup>. Cela répond sans aucun doute aux conditions défavorables de la mobilisation des dépôts affectant le système bancaire défini ci-dessus. Toutefois, les banques commerciales sont parvenues en général à maintenir la part des

<sup>6</sup> Voir également les Tableaux 2 et 3 de l'Annexe

dépôts intérieurs par rapport aux dettes intérieures totales aux alentours de 68 pour cent entre 1984 et 1987. Cette part a atteint un maximum de 71 pour cent en 1986 avant la poussée de l'inflation de 1987, qui la fit descendre jusqu'à 64 pour cent. La sécurité que la population associe généralement à des banques bien établies ainsi qu'à un réseau de succursales en milieu rural a certainement permis aux banques principales d'avoir une efficacité au-dessus de la moyenne en ce qui concerne la mobilisation des dépôts, dans des conditions défavorables à la mobilisation des ressources.

A mesure que les dettes à court terme augmentaient en importance relative dans le portefeuille du passif de la BCA, la participation des comptes de capital diminuait pour passer de 35 pour cent du total en 1984 à 15 pour cent en 1988. La baisse la plus forte du capital et des réserves, en termes réels, a été observée en 1987 (voir section B du Tableau 1 et Tableau 3 de l'Annexe). Ceci s'explique en partie par les pertes importantes enregistrées par la BCA en 1987, qui ont presque entièrement contrebalancé les nouvelles dotations en capital de l'ordre de 50 millions de zaïres reçus cette année-là en fonds publics (voir Tableau 2 de l'Annexe). L'ouverture de la succursale du Bandundu aurait entraîné les pertes opérationnelles de 1987, puisque les dépenses qu'elle a occasionnées n'ont pas été compensées par une augmentation des prêts et des recettes que ceux-ci auraient produites.

Encore une fois, la tendance générale accusée par le capital et les réserves de la BCA n'est pas différente de celle observée pour toutes les banques commerciales collectivement, si ce n'est que pour celles-ci la part des comptes de capital est passée de 21 pour cent en 1984 à moins de 6 pour cent en 1987, c'est-à-dire que dans le cas de la banque commerciale "moyenne", la proportion du capital et des réserves par rapport au total du passif est plus basse que celle de la BCA et diminue à un rythme plus rapide.

#### B. Mobilisation des Ressources

La perte d'importance relative des dépôts dans le portefeuille du passif discutée ci-dessus s'explique par une baisse importante du solde réel moyen par compte. Le Tableau 2 indique que le nombre des comptes a sensiblement et constamment augmenté entre 1984 et 1988, tandis que l'importance du compte moyen en Zaïres constants a baissé de manière dramatique au cours de cette même période. Même le solde nominal moyen a diminué régulièrement entre 1984 et 1987, pour croître (bien que proportionnellement moins que l'inflation) en 1988, en

partie grâce aux importants "dépôts spéciaux"<sup>7</sup> que la banque a réussi à attirer.

Malgré le nombre croissant des comptes de dépôt, l'effet net observé au Tableau 2 est une réduction régulière de la valeur réelle des soldes de fin d'année entre 1984 et 1987. Par contre, la performance globale des banques commerciales reflète une réduction des soldes réels des dépôts intérieurs en 1985 seulement (12 pour cent), compensée par une augmentation de 20 pour cent en 1986 et une croissance réelle plutôt modeste en 1987 (1,4 pour cent). En d'autres termes, la BCA n'a pas su s'adapter aux difficultés macroéconomiques et de réglementation du pays avec autant d'efficacité que la banque commerciale moyenne.

Les autres sources de fonds que la Banque a pu engager ou négocier correspondent à des lignes de crédit avec le fonds de contrepartie (monnaie locale) de l'USAID (50 millions de zaïres)<sup>8</sup>, et la coopération belge (environ 280 millions de zaïres)<sup>9</sup>. Deux autres lignes de crédit étrangères, en devises, ont été négociées; un prêt de 2,5 millions de marks de KFW (environ 1,4 million de dollars américains, à 30 ans, avec une période de grâce de 10 ans et 2 pour cent d'intérêt par an en DM), et un prêt de 5,7 UCFAD (environ 7,5 millions de dollars américains) du Fonds Africain de Développement (à 20 ans, avec une période de grâce de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 0,75% en UCFAD). Les deux contrats attendent d'être ratifiés par le Conseil Exécutif<sup>10</sup>. Le décaissement de la ligne de 1,35 millions de DTS (1,8 million de dollars américains) par la Banque Mondiale a paraît-il démarré dans la région du Shaba. La BCA commence donc à acquérir des fonds étrangers, élément qui a acquis de plus en plus d'importance dans le portefeuille du passif des banques commerciales ces dernières années (de 4 pour cent du passif total en 1984 à 10 pour cent en 1987). Ceci a été facilité par les liens bien établis entre la plupart des banques locales et des conglomérats financiers étrangers.

<sup>7</sup> Les dépôts à terme de la SOFIDE et de l'USAID entre autres institutions.

<sup>8</sup> 20 millions de zaïres seulement ont été décaissés en 1986 (Tableau 2 de l'Annexe).

<sup>9</sup> L'équivalent de 50 millions de francs belges en zaïres.

<sup>10</sup> Le risque de change est assumé par l'Etat pour ces prêts, d'où la prudence compréhensible en ce qui concerne la signature d'un contrat dont les intérêts sont libellés en devises.

#### IV. GESTION DE L'ACTIF

La première partie de ce chapitre concerne le comportement du portefeuille de l'actif de la BCA de 1983 à 1987 dont elle analyse l'évolution des principaux éléments au cours de cette période. Un examen de l'activité de crédit de la banque par secteur économique est entrepris dans la seconde section du chapitre, y compris une caractérisation de la clientèle prédominante de la BCA. Une évaluation soignée de l'efficacité du recouvrement des prêts et de la qualité du portefeuille de crédit est présentée dans la dernière section.

##### A. Portefeuille de l'Actif

La composition du portefeuille de l'actif de la BCA et les taux de croissance en termes réels de ses éléments principaux sont résumés au Tableau 3. Le bilan tel que rapporté par la banque, Tableau 4 de l'Annexe, a été modifié pour l'élaboration du Tableau 5 de l'Annexe (portefeuille de l'actif en zaires constants de 1987) et le Tableau 3, de sorte à faire la distinction entre le portefeuille des prêts à jour (portefeuille normal) et les créances douteuses moins les provisions. Puisque cette distinction apparaît dans les notes explicatives des soldes audités à la fin de l'année, les chiffres pour 1988 n'ont pu être inclus dans cette version modifiée du portefeuille de l'actif.

Il y a lieu de souligner ici la relation entre les valeurs disponibles et les valeurs à risque (c'est-à-dire les prêts et les clients débiteurs) indiquées au Tableau 3. Les valeurs disponibles (caisse, banques et correspondants) ont diminué de manière dramatique en importance entre 1984 et 1987, passant de 76 à 33 pour cent de l'actif total, alors que le crédit intérieur (à court et à long terme) passait de 16 à 55 pour cent de l'actif total, atteignant près de 60 pour cent en 1986. Pour cette même période, le bilan consolidé des banques commerciales indique une augmentation moins frappante du crédit intérieur en tant que proportion de l'actif total, passant de 42 à environ 49 pour cent entre 1984 et 1987.

La diminution des valeurs disponibles en termes réels est clairement indiquée par les taux de croissance à la section B du Tableau 3, et par les chiffres en zaires constants repris au Tableau 5 de l'Annexe. Ce n'est pas une tendance saine, surtout qu'environ un cinquième de ces valeurs consiste en réserves obligatoires non rémunérées auprès de la Banque du Zaïre. En général, la banque a augmenté son exposition au risque en comptant de plus en plus sur les prêts comme source de recettes sous forme d'intérêts.

## B. Portefeuille des Prêts

Les activités de crédit et les critères de rationnement du crédit à la BCA sont décrits aux Tableaux 4 et 5 et au Tableau 6 de l'Annexe, par secteurs auxquels ils se rapportent. Ces chiffres sont basés sur la classification des prêts rapportée par la banque, c'est-à-dire qu'ils sont susceptibles d'être influencés par les plafonds et les planchers de crédit établis pour la BCA par la Banque du Zaïre. Par ailleurs, cette classification ne tient pas compte de la fongibilité des finances, c'est-à-dire qu'elle correspond à l'utilisation des fonds déclarée par l'emprunteur (par ex., commercialisation des récoltes vivrières), même si ce même client s'adonne peut-être au commerce général ou est un planteur de café. Cette question sera explorée plus en détail plus loin dans ce chapitre.

La relation entre les demandes de prêt et les prêts approuvés et décaissés par secteur est présentée au Tableau 4. Il est clair qu'au début la BCA a attiré un grand nombre d'emprunteurs prospectifs qui croyaient à tort, vu le nom de la banque, que l'institution accorderait des crédits importants pour la production agricole. La réalité de la politique de rationnement du crédit de la banque apparaît clairement dans les moyennes du rapport entre les prêts demandés et accordés indiquées pour la période à la section C du Tableau 4. Soixante-dix pour cent des demandes de prêts pour le commerce ont été approuvées, ce qui représente 52 pour cent des montants demandés pour ce secteur. Par contre, moins de 40 pour cent des crédits de campagne ont été accordés, ce qui représente moins de 18 pour cent des montants demandés. La production et le transport des produits agricoles était le secteur le plus rigoureusement rationné en ce qui concerne les demandes présentées.

Les critères de rationnement du crédit suggérés par les conclusions du Tableau 4 sont renforcés par les parts et les taux de croissance des prêts par secteur de destination présentés au Tableau 5. La part du secteur commercial dans le nombre total et le montant total des crédits accordés est la plus élevée de tous les secteurs et augmente régulièrement depuis 1984. La commercialisation agricole, et la production et l'évacuation des produits agricoles accusent une tendance clairement à la baisse quant à leur part du portefeuille de la BCA.

Quelle que soit l'utilisation voulue du crédit, la clientèle qui emprunte à la banque semble dominée par les entreprises commerciales (individuelles ou non). L'examen d'un échantillon des dossiers de prêts de la banque indique que l'emprunteur typique peut être caractérisé comme étant une personne dont l'occupation principale est le commerce général,

avec parfois l'agriculture ou l'élevage comme autres activités. Tous les clients de l'échantillon examiné avaient des comptes dans au moins une autre banque commerciale, et la plupart d'entre eux avaient plusieurs références bancaires dans leur dossier. Dans tous les cas, à une exception près, la garantie consistait en une hypothèque<sup>11</sup>. Tous les prêts à moyen terme examinés correspondaient à des camions ou autres véhicules, et étaient classifiés comme "production et transport de produits agricoles" ce qui, étant donné l'occupation générale de l'emprunteur était probablement une utilisation partielle du véhicule.

En résumé, les critères utilisés au niveau de la banque pour l'octroi des crédits visent à réduire tant les risques pour le portefeuille que la structure moyenne des termes, en supposant que les commerçants sont considérés comme des clients plus sûrs, et que les crédits commerciaux et de campagne peuvent être des prêts à très court terme. Les critères de la banque en ce qui concerne l'octroi de crédit ont été caractérisés dans des rapports précédents comme réservant le crédit aux "entreprises et aux particuliers sains sur le plan commercial qui offrent des garanties adéquates" (Banque Mondiale, p. 6), et l'orientant vers quelques uns des gros emprunteurs les plus solvables, faisant ainsi concurrence aux banques commerciales pour la crème des emprunteurs les plus solvables. L'impression tirée de l'examen des dossiers de crédit ainsi que des remboursements rapportés plus loin dans ce chapitre nous porte à n'être pas d'accord avec ces déclarations. Il semblerait que, bien qu'elle soit désireuse de sélectionner de bons risques de crédit, il ne reste en effet à la BCA que les emprunteurs commerciaux "marginiaux", clients fortement endettés dont les perspectives de remboursement sont incertaines.

### C. Efficacité du Recouvrement et Qualité de l'Actif

Les soldes des prêts sont classifiés comme étant douteux à la BCA dès qu'ils sont échus. Toutefois, aucune provision n'est faite avant que le retard n'atteigne douze mois. Le montant augmente par rapport au solde échu avec l'âge du solde en souffrance. Les provisions atteignent 100 pour cent du montant échu lorsque les soldes ont plus de 36 mois de retard.

L'incidence des créances douteuses par rapport au total de l'encours est présentée au Tableau 6 par structure de termes et secteur de destination, ainsi que les montants indiqués comme

<sup>11</sup> Un prêt accordé à une ONG, garanti par un co-signataire institutionnel.

provisions dans les notes explicatives des états financiers. Globalement, les créances douteuses ont atteint environ 11 pour cent de l'encours total en 1987. Un rapport consolidé des prêts échus en date du 26 août 1988 fourni par la banque indique que près de 24 pour cent de ces soldes sont douteux. En d'autres termes, l'efficacité du recouvrement s'est rapidement détériorée, d'après ces chiffres. Toutefois, ces ratios sont quelque peu trompeurs dans ce sens qu'un grand nombre de prêts à moyen terme dont les versements ne sont pas encore échus gonflent l'encours total, créant ainsi un biais négatif dans le rapport créances douteuses/totales. Ceci explique le chiffre peu élevé de 5,6 pour cent de créances qualifiées de douteuses en 1986 et la tendance apparemment à la baisse de l'efficacité du recouvrement des prêts. En effet, la qualité de la clientèle pourrait très bien avoir toujours été la même, mais l'évaluation de cette qualité est retardée jusqu'à ce que la structure des termes du portefeuille se soit stabilisée.

Le bas du Tableau 6 comporte un "signal" important de défaillance habituellement négligé dans les évaluations de portefeuilles. Même si un paiement sur le capital emprunté n'est pas encore échu (pour les prêts à moyen terme), c'est-à-dire, ne sera pas compté comme solde douteux, il est possible que le paiement programmé des intérêts soit échu, auquel cas les intérêts échus mais non prélevés apparaissent comme "recevables" dans l'état financier. D'autre part, les intérêts de retard, représentent la somme des intérêts calculés à un taux de pénalisation sur les soldes non payés (à court et à moyen terme). Par conséquent, le comportement du rapport entre les intérêts recevables et de retard et l'encours total peut être interprété comme un prédicateur de la tendance de non remboursement des prêts et du vieillissement de l'encours en souffrance. La dernière ligne du Tableau 6 constitue un avertissement clair à cet égard car elle reflète une augmentation régulière du ratio, ce qui indique un accroissement du non remboursement des crédits.

Les résultats ici présentés soutiennent la notion que les emprunteurs de la BCA sont loin d'être "la crème des emprunteurs les plus solvables". Les soldes en souffrance auprès des grandes banques commerciales sont bien inférieurs à cinq pour cent tandis qu'ils dépassent les vingt pour cent à la BCA. La banque a certainement été judicieuse en n'essayant pas d'atteindre les petits agriculteurs des zones reculées, ce qui aurait ajouté des frais aux risques. Toutefois, la clientèle commerciale que la BCA partage avec le reste du système bancaire semble se situer au haut de l'échelle des risques au sein de cette classe d'emprunteurs.

## V. PERFORMANCE FINANCIERE

La performance financière de la BCA est évaluée grâce à une série d'indicateurs présentés aux Tableaux 7 et 8. Tout d'abord les recettes, les frais et certaines marges figurent en zaïres constants de 1987 au Tableau 7. Ensuite, un certain nombre d'indices financiers et opérationnels sont résumés au Tableau 8<sup>12</sup>. Les remarques qui suivent se concentrent sur les indicateurs les plus pertinents et concernent les résultats présentés dans les deux tableaux.

La performance financière de la banque peut être évaluée sommairement comme étant faible. Par ailleurs, cette performance s'est détériorée continuellement depuis 1984, sa première année complète de fonctionnement, d'après presque tous les indicateurs de performance. Les bénéfices nets ont fortement baissé en termes réels jusqu'à devenir négatifs en 1987 (Tableau 7). Les pertes encourues par la banque depuis sa création s'élèvent à plus de 50 millions de zaïres mesurés en zaïres de 1987. Par conséquent, le rendement net du capital et des réserves était légèrement positif entre 1984 et 1986 pour devenir fortement négatif en 1987, malgré la rareté présumée du capital qui a affecté les opérations de la banque (Tableau 8)<sup>13</sup>.

Les rendements bruts des valeurs financières ont à peine couvert les frais de fonctionnement élevés, de sorte que le rendement net calculé après déduction des dépenses financières ne laisse pas de place à des provisions raisonnables pour les pertes encourues sur les prêts (dernière ligne du Tableau 8). Il est évident que les dépenses associées à l'ouverture des deux nouvelles succursales de Kikwit et Lubumbashi peuvent avoir influencé les résultats négatifs observés en 1987. Toutefois, la performance notée avant 1987 était clairement insatisfaisante. Le recouvrement et la viabilité financière pourraient s'avérer être des objectifs hors d'atteinte pour cette institution.

<sup>12</sup> Les états financiers de la banque pour 1983 - 1987 figurent au Tableau 7 de l'Annexe.

<sup>13</sup> La rareté du capital gonflerait tout ratio ayant le capital et les réserves dans son dénominateur.

## VI. SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS

La BCA est une petite banque commerciale opérant au sein d'un système financier institutionnel concentré et extrêmement réglementé. Ce rapport a démontré que la BCA a fourni un effort soutenu pour s'adapter aux règles et réglementations du système, même si sa performance est en-dessous de la moyenne par rapport au reste du système bancaire commercial.

L'ajustement et la restructuration du portefeuille du passif de la BCA en présence d'une inflation croissante, de réserves obligatoires élevées, et du fait que le gouvernement, de par son émission de bons du Trésor, ne permet en quelque sorte pas aux banques d'avoir accès aux fonds privés, sont caractérisés par une croissance régulière des dettes à court terme par rapport au passif total. Le facteur principal de ce comportement est l'augmentation des emprunts auprès de la Banque du Zaïre et d'autres banques, tandis que la mobilisation des dépôts à la banque s'est détériorée en termes relatifs et réels. Malgré le nombre croissant des comptes de dépôt à la BCA, les conditions défavorables de mobilisation des dépôts ont eu pour effet la réduction régulière de la valeur réelle des soldes de fin d'année entre 1984 et 1987.

La banque n'a pas réussi à recueillir les ressources étrangères adéquates qui l'auraient aidée à éviter les problèmes de liquidité. Par contre, la performance générale des banques commerciales reflète un niveau stable en ce qui concerne les dépôts intérieurs en termes réels, et une incidence croissant rapidement pour ce qui est des dettes à l'étranger. En d'autres termes, la BCA n'a pas su s'adapter à l'environnement économique défavorable avec autant d'efficacité que la banque commerciale moyenne.

Sa gestion de l'actif expose de plus en plus la BCA au risque, malgré ses critères de rationnement du crédit. Les politiques de crédit ont abouti à l'octroi au secteur commercial d'une part croissante du crédit au détriment de la commercialisation et de la production agricole, et du transport des produits agricoles. Quelle que soit l'utilisation voulue du crédit, la clientèle qui emprunte à la banque semble être dominée par les entreprises commerciales (individuelles ou autres), ayant des comptes dans au moins une autre banque commerciale, et à même d'offrir une hypothèque comme garantie.

L'affaiblissement de l'efficacité de recouvrement des prêts documenté dans ce rapport indique que, non obstant les efforts fournis par la banque en vue de sélectionner des bons risques de crédit, il ne reste à la BCA que l'emprunteur commercial marginal, client fortement endetté, dont les perspectives de remboursement sont incertaines. La clientèle commerciale que la BCA partage avec le reste du système bancaire semble se situer au haut de l'échelle de risque au sein de cette classe d'emprunteurs.

La performance financière de la banque peut être évaluée comme étant faible et s'aggravant. Si les tendances actuelles se maintiennent, le recouvrement et la viabilité financière pourraient s'avérer être des objectifs hors d'atteinte pour l'institution.

Les implications de politique qui découlent de cette évaluation générale se présentent comme suit:

- L'environnement macroéconomique et financier du Zaïre à l'heure actuelle ne contribue pas à une forme viable d'activité bancaire pour le développement. L'octroi de crédit à moyen ou à long terme éroderait rapidement le portefeuille de l'actif de n'importe quelle banque.
- Les opérations de la BCA ne correspondent pas aux opérations "typiques" d'une banque de développement. Mais la banque peut plutôt être caractérisée comme étant une petite banque commerciale en situation de stress financier grave.
- L'établissement de succursales après avoir visé des lignes de crédit externes était une politique inadéquate qui a contribué à mettre la banque dans sa situation actuelle.
- Toute création future de succursale devrait être justifiée par une analyse judicieuse du marché, mettant l'accent sur les perspectives de mobilisation des ressources locales et la viabilité financière marginale du projet de succursale. Les conditions macroéconomiques et les réglementations financières existantes rendent ces deux critères difficiles à satisfaire.
- Le financement de la BCA par participation non gouvernementale à son capital ne servirait qu'à éliminer les difficultés à court terme de la banque sans résoudre les contraintes à long terme. A moins que la banque puisse améliorer la qualité de sa clientèle emprunteuse, tous les apports de capitaux disparaîtront rapidement sous forme de transferts nets aux emprunteurs en défaut.
- L'initiative visant à associer la BCA au réseau des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC et COOCEC) ne semble pas réalisable s'il est permis aux forces du marché d'en déterminer le résultat. En conseillant les coopératives, il serait judicieux de les informer du risque que comporte la détention de valeurs à la BCA par rapport à la sécurité des bons du Trésor dont le rendement est élevé, ou à des risques de crédit local mieux connus.

BCA - Dettes et Capital. Composition en Fin d'Année et  
Taux de Changement annuels (en termes réels), 1983 - 1988

	1983	1984	Année 1985	1986	1987	1988a
<b>A. Composition en Pourcentage</b>						
COURT TERME	3,4	64,4	63,4	64,1	80,4	84,7
Banques	-	-	-	-	2,2	6,7
Banque du Zaïre	-	-	-	6,0	5,5	4,9
Dépôts et comptes courants	-	62,7	62,3	52,7	53,7	38,0
Provisions sur crédits doc.	-	-	-	3,5	17,0	23,1
Comptes de régularisation	0,5	0,9	0,7	0,7	1,1	0,6
Valeurs à payer	-	-	-	0,2	0,4	5,2
Autres dettes à court terme	2,9	0,8	0,5	1,0	0,4	6,3
PROVISIONS	-	0,2	0,7	1,2	0,9	0,4
CAPITAL, RESERVES et CAPITAUX A MOYEN/LONG TERME	96,6	35,4	35,9	34,7	18,8	15,0
Total fonds propres	104,1	35,7	37,6	31,0	22,4	10,2
SITUATION NETTE	96,6	35,4	35,9	29,9	16,3	14,2
Emprunts à long terme				4,8	2,5	0,7
TOTAL DU PASSIF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>B. Taux de Changement, en Pourcentage par Année (en termes réels)</b>						
COURT TERME	-	-	-11,9	9,8	16,5	74,5
Banques	-	-	-	-100,0	-	405,2
Banque du Zaïre	-	-	-	-	-14,8	47,0
Dépôts et comptes courants	-	-	-11,2	-8,0	-5,4	17,3
Provisions sur crédit docum.	-	-	-	-	349,4	124,9
Comptes de Régularisation	-	-	-34,8	13,0	52,3	-17,3
Valeurs à payer	-	-	-100,0	-	146,2	1847,2
Autres dettes à court terme	-	-	-45,5	139,5	-60,6	2344,8
PROVISIONS	-	-	185,0	80,7	-34,8	-29,8
CAPITAL, RESERVES et CAPITAUX A MOYEN ET LONG TERME	-	-	-9,2	5,2	-49,9	32,4
Total Fonds propres	-	-	-5,6	-10,4	-32,9	-24,3
SITUATION NETTE	-	-	-9,2	-9,2	-49,6	45,2
Emprunts à long terme	-	-	-	-	-51,6	-51,4
TOTAL DU PASSIF	-	-	-10,5	8,7	-7,2	65,8

Source: Tableau 3 de l'Annexe.

a Solde non consolidé au 30 septembre 1988.

Tableau 2

BCA - Total Dépôts, 1983 - 1988

	Année					
	1983	1984	1985	1986	1987	1988 <sup>a</sup>
Nombre de Comptes	39	210	482	771	1551	1946
taux de croissance % par an	-	-	129,5%	60,0%	101,2%	25,5%
Soldes en fin d'année						
Actuel Z(000)	8273,1	140716,9	173788,1	221401,5	431642,0	1040957,0
Constant Z(000) 1987	37601,1	558566,0	496147,6	457187,6	431642,0	506276,0
taux de croissance % par an	-	-	-11,2%	-7,9%	-5,6%	17,3%
Taille moyenne des comptes (en zaïres constants 1987)	964,1	2659,8	1029,4	593,0	278,3	260,2
taux de croissance, % par an	-	-	-61,3%	-42,4%	-53,1%	-6,5%

Source: BCA.

a Au 30 septembre 1988.

Tableau 3

BCA - Portefeuille de l'Actif. Composition en Fin d'Année  
Taux annuels de Changement (en termes réels), 1983 - 1987

	Année				
	1983	1984	1985	1986	1987
<b>A. Composition en Pourcentage</b>					
VALEURS DISPONIBLES	87,4	76,1	50,0	31,7	32,9
COURT TERME	3,2	14,1	27,2	31,8	42,4
Clients débiteurs	-	0,3	6,5	8,2	10,6
Prêts agricoles à court terme	-	8,8	13,6	11,0	14,9
Créances douteuses moins provisions	-	-	-	1,4	2,1
Comptes de régularisation	2,9	4,8	6,6	8,4	10,1
Bons du Trésor	-	-	-	2,4	1,3
Autres élém. d'actif à court terme	0,3	0,3	0,5	0,4	3,3
VALEURS IMMOBILISEES	9,4	9,8	22,9	36,4	24,8
Valeurs corporelles	7,4	3,7	2,8	4,9	5,0
Prêts agricoles moyen terme	-	2,1	16,5	27,5	14,7
Créances dout. moins provisions	-	-	-	-	0,8
Autres él. d'actif moy/lg terme	2,0	4,0	3,6	4,0	4,2
TOTAL DE L'ACTIF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>B. Taux de Changement, Pourcentage par année (en termes réels)</b>					
VALEURS DISPONIBLES	-	-	-41,2	-31,0	-3,9
COURT TERME	-	-	72,2	27,3	23,6
Clients débiteurs	-	-	2226,0	37,5	19,8
Prêts agricoles court terme	-	-	37,9	-12,3	25,8
Créances dout. moins provisions	-	-	-	-	46,5
Comptes de régularisation	-	-	23,3	38,8	12,0
Bons du Trésor	-	-	-	-	-51,6
Autres élém. d'actif court terme	-	-	64,5	-2,5	639,2
VALEURS IMMOBILISEES	-	-	108,5	73,2	-36,9
Valeurs corporelles	-	-	-32,8	91,2	-4,6
Prêts agricoles moyen terme <sup>a</sup>	-	-	602,6	81,2	-50,4
Autres él. d'actif moy/lg terme	-	-	-19,9	22,3	-3,2
TOTAL DE L'ACTIF	-	-	-10,5	8,7	-7,2

Source: Tableau 5 de l'Annexe.

a Des provisions sur les prêts à moyen terme ont été établies pour la première fois en 1987.

Tableau 4

BCA - Prêts Demandés et Approuvés par Secteur de Destination, 1984 - 1987.  
Montants en milliers de zaïres de 1987

Secteur de destination	Année									
	1984		1985		1986		1987		Total période	
	N	Montant	N	Montant	N	Montant	N	Montant	N	Montant
<b>A. Demandes de Prêts</b>										
Production et Evacuation produits agricoles	350	5242656	221	2997878	96	1171467	68	850984	735	10262985
Commercialisation agricole	105	1043283	89	948259	40	413724	70	290689	304	2695955
Commerce	5	40580	10	65938	86	596392	67	377280	168	1080189
Total	460	6326519	319	4012074	221	2181582	205	1518952	1207	14039129
<b>B. Prêts accordés et décaissés</b>										
Production et Evacuation produits agricoles	8	59364	19	177520	15	108859	7	25742	49	371484
Commercialisation agricole	30	149652	32	136568	14	63347	38	119715	114	469282
Commerce	2	21224	5	37154	55	295489	57	202228	119	556095
Total	40	230240	57	351243	83	467694	103	347685	283	1396862
<b>C. Ratio Accordés/Demandés, %</b>										
									Moyennes de la Période	
Production et transport produits agricoles	2,3	1,1	8,6	5,9	15,6	9,3	10,3	3,0	6,7	3,6
Commercialisation agricole	28,6	14,3	36,0	14,4	35,0	15,3	54,3	41,2	37,5	17,4
Commerce	40,0	52,3	50,0	56,3	64,0	49,5	85,1	53,6	70,8	51,5
Total	8,7	3,6	18,0	8,8	37,7	21,4	50,2	22,9	23,4	9,9

Source: Tableau 6 de l'Annexe et FMI (coefficient déflateur du PIB),

Tableau 5

BCA - Prêts Accordés 1984 - 1987. Parts et taux de Croissance par Secteur de Destination

Secteur de Destination	Année										
	1984		1985		1986		1987		Total perio		
	N	Montant	N	Montant	N	Montant	N	Montant	N	Montan	
<b>A. Parts, en pourcentage</b>											
Production et Evacuation produits agricoles	20,0	25,8	33,1	50,5	18,0	23,3	6,8	7,4	17,3	26,6	
Commercialisation agricole	75,0	65,0	55,7	38,9	16,8	13,5	36,8	34,4	40,3	33,6	
Commerce	5,0	9,2	8,7	10,6	66,1	63,2	55,2	58,2	42,1	39,8	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
<b>B. Taux de Croissance, en pourcentage, par année (en termes réels)</b>											
										Moyennes de la période	
Production et Evacuation produits agricoles	-	-	137,5	199,0	-21,1	-38,7	-53,3	-76,4	21,0	28,0	
Commercialisation agricole	-	-	6,7	-8,7	-56,3	-53,6	171,4	89,0	40,6	8,9	
Commerce	-	-	150,0	75,1	1000,0	695,3	3,6	-31,6	384,5	246,3	
Total	-	-	43,6	52,6	44,9	33,2	24,0	-25,7	37,5	20,0	

Source: Tableau 4.

Tableau 6

BCA - Encours total, Créances douteuses et Provisions, par  
Terme et Secteur d'Activité, 1984 - 1987  
(Montants en milliers de zaïres de chaque année)

	Année			
	1984	1985	1986	1987
<b>Encours total.</b>	25100,5	102194,0	207445,2	360814,1
Créances douteuses	-	-	11561,7	37789,8
Provisions	-	-	5857,6	13829,8
Douteuses, % du total	-	-	5,6	10,5
Provisions, % des douteuses	-	-	50,7	36,6
<b>Court terme</b>				
Total	20388,6	56164,2	92148,4	233523,8
Créances douteuses	-	-	11561,7	28498,6
Provisions	-	-	5857,6	11244,0
Douteuses, % du total	-	-	12,5	12,2
Provisions, % des douteuses	-	-	50,7	39,5
<b>Agriculture, total</b>	19827,5	38017,7	53122,3	129056,8
Créances douteuses	-	-	7029,7	9352,8
Provision	-	-	2755,1	6208,2
Douteuses, % du total	-	-	13,2	7,2
Provisions, % des douteuses	-	-	39,2	66,4
<b>Clients débiteurs, total</b>	561,1	18146,5	39026,1	104467,0
Créances douteuses	-	-	4532,0	19145,8
Provision	-	-	3102,5	5035,8
Douteuses, % du total	-	-	11,6	18,3
Provisions, % des douteuses	-	-	68,5	26,3
<b>Moyen terme</b>				
Total (agriculture)	4712,0	46029,8	115296,8	127290,3
Créances douteuses	-	-	-	9291,2
Provisions	-	-	-	2585,8
Douteuses, % du total	-	-	-	7,3
Provisions, % des douteuses	-	-	-	27,8
<b>Intérêt à recevoir et de retard, total</b>	538,0	10240,4	22650,8	53605,4
<b>Intérêt à recevoir et de retard % de l'encours total</b>	2,1	10,0	10,9	14,9

Source: Basé sur les états financiers de la BCA.

Tableau 7

BCA - Recettes, Dépenses et Marges bénéficiaires, 1983 - 1987  
(en milliers de zaires constants de 1987)

	Année				
	1983	1984	1985	1986	1987
Revenus d'Opérations financières	10469,1	113664,0	175242,3	201481,4	189345,2
Charges des prêts	-11,2	-599,4	-4197,3	-11030,9	-33869,9
Marge Brute sur Intermédiation financière	10457,9	113064,6	171044,9	190450,6	155475,2
Provisions pertes sur prêts	0,0	0,0	-3190,5	-10871,3	-11030,2
Marge nette sur Intermédiation financière	10457,9	113064,6	167854,4	179579,2	144445,0
Frais de fonctionnement	-30350,7	-99442,4	-156918,7	-163965,6	-184090,1
Marge d'exploitation	-19892,8	13622,2	10935,6	15613,6	-39645,2
Autres provisions	-2240,2	-3893,9	-9005,3	-13565,1	-7349,1
Divers (net)	7724,7	-995,2	-776,0	-739,2	-263,6
Résultat net	-14408,3	8733,2	1154,4	1309,3	-47257,9

Source: Tableau 7 de l'Annexe et FMI (Coefficient déflateur du PIB).

Tableau 8

BCA - Ratios Financiers et Opérationnels choisis, 1983 - 1987

	Année				
	1983	1984	1985	1986	1987
<b>A. Ratios financiers, pourcentage</b>					
Rendement brut sur Capital et Réserves <sup>a</sup>	3,5	36,1	57,4	77,2	144,9
Rendement brut sur Valeurs financières <sup>b</sup>	3,6	13,4	21,3	24,6	25,6
Valeurs financières/ Total de l'Actif	92,6	95,6	96,6	93,9	92,0
Suffisance du capital <sup>c</sup>	96,6	35,4	35,9	29,9	16,3
Marge bénéficiaire <sup>d</sup>	-137,6	7,7	0,7	0,6	-25,0
Rendement net sur Capital et Réserves <sup>e</sup>	-4,8	2,8	0,4	0,5	-36,2
<b>B. Ratios d'exploitation, Pourcentage</b>					
Frais de Fonctionnement/ Total de l'Actif	9,7	11,2	18,4	18,8	22,9
Frais de Fonctionnement/ Valeurs financières	10,5	11,7	19,1	20,0	24,9
Charges sur Emprunts/ Valeurs financières		0,1	0,5	1,3	4,6
Rendement net sur Valeurs financières <sup>f</sup>	-6,0	1,6	1,7	3,2	-3,9

Sources: Tableau 7, Tableaux 2 et 4 de l'Annexe, et états financiers de la BCA.

- a Revenus d'opérations financières/Capital et Réserves.
- b Revenus d'opérations financières/Valeurs financières.
- c Capital et Réserves/Total de l'Actif.
- d Bénéfice net/Revenus d'opérations financières.
- e Résultat net/Capital et Réserves.
- f (Rendement brut - frais de fonctionnement - charges sur emprunts)/Valeurs financières.

TABLEAUX DE L'ANNEXE

Tableau 1 de l'Annexe  
BCA - Répartition des Effectifs par Grade, 1983 - 1988

Grade	Année					
	1983	1984	1985	1986	1987	1988
PDG, Directeurs et Sous-Directeurs	6	6	5	7	7	8
Cadres Supérieurs	3	3	7	8	13	12
Maîtrise <sup>a</sup>	20	29	37	37	56	74
Autres Agents <sup>b</sup>	19	50	53	46	90	121
Total	48	88	102	98	166	215

Charges du Personnel, en milliers de zaïres de 1987

Total annuel	18749,2	50106,4	88128,2	81692,4	82266,0	n.a.
Moyenne/employé	390,6	569,4	864,0	833,6	495,6	-

Source: BCA.

a "Chefs de service" et "chefs de bureau".

b Catégories de Personnel 2 à 8.

Tableau 2 de l'Annexe

BCA - Dettes et Capital, 1983 - 1988  
(En milliers de zaïres de chaque année)

	Année					
	1983	1984	1985	1986	1987	1988 <sup>a</sup>
<b>COURT TERME</b>	1458,9	144451,9	176916,5	268567,1	645848,8	2317905,0
Banques	0,1		23,5		17530,7	182101,0
Banque du Zaïre				25000,0	44000,0	133000,0
Dépôts et comptes courants		140716,9	173788,1	221058,8	431642,4	1040958,0
Provisions sur crédit document.				14732,7	136706,4	632240,0
Personnel	194,4	13,4	1,6		1,7	305,0
Etat	192,0	302,0	999,1	2627,7	1737,9	3081,0
Fournisseurs et créditeurs divers	65,8	1366,7	273,1	1453,4	369,4	4087,0
Comptes de régularisation	195,4	2020,4	1831,1	2860,4	8995,4	15294,0
Valeurs à payer		32,5		696,8	3543,1	141851,0
Autres dettes à court terme	811,1			137,2	1321,9	164988,0
<b>PROVISIONS</b>		516,0	2045,0	5108,7	6878,9	9930,0
<b>CAPITAL, RESERVES ET CAPITAUX A MOYEN ET LONG TERME</b>	41781,8	79287,5	100046,8	145557,9	150646,6	410121,0
Fonds social	5000,0	5000,0	5000,0	5000,0	5000,0	5000,0
Dotations en capital	125000,0	125000,0	125000,0	125000,0	175000,0	275000,0
moins: partie non libérée	-85000,0	-50000,0	-25000,0			
Total fonds propres	45000,0	80000,0	105000,0	130000,0	180000,0	280000,0
Report à nouveau (pertes)	-15,6	-2016,4	157,3	478,9	1014,2	-46244,0
Réserve légale			18,5	56,3	119,3	119,0
Réserve statutaire			9,3	28,2	59,7	60,0
Résultat de l'exercice (pertes)	-2000,8	2201,4	378,4	629,8	-47257,9	161835,0
Charges à étaler	-1201,8	-897,5	-5516,6	-5635,3	-3288,7	-5649,0
<b>SITUATION NETTE</b>	41781,8	79287,5	100046,8	125557,9	130646,6	390121,0
Emprunts à long terme				20000,0	20000,0	20000,0
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	43240,6	224255,4	279008,4	419233,7	803374,4	2737956,0

Source: BCA.

a Solde non consolidé au 30 septembre 1988.

Tableau 3 de l'Annexe

BCA - Dettes et Capital, 1983 - 1988  
(en milliers de zaïres constants de 1987)

	Année					
	1983	1984	1985	1986	1987	1988 <sup>a</sup>
COURT TERME						
Banques	6630,5	573391,9	505078,8	554583,1	645848,8	1127327,8
Banque du Zaïre	0,3		67,0		17530,7	88566,0
Dépôts et comptes courants		558566,0	496147,6	51624,3	44000,0	64685,4
Provisions sur crédit document.				456480,0	431642,4	506276,5
Comptes de récapitulation	888,3	8019,8	5227,5	30422,6	136706,4	307493,9
Valeurs à payer		129,0		5906,7	8995,4	7438,3
Autres dettes court terme	5741,9	6677,1	3636,7	8710,7	3430,8	83877,5
PROVISIONS		2048,3	5838,4	10549,3	6878,9	4829,5
CAPITAL, RESERVES et CAPITAUX A MOYEN ET LONG TERME	189898,2	314726,5	285623,6	300572,7	150646,6	199464,9
Total fonds propres	204525,0	317554,6	299764,4	268446,2	180000,0	136179,8
Reserves			79,2	174,5	179,0	87,1
Résultat de l'Exercice (pertes)	-9093,6	8738,2	1080,4	1300,4	-47257,9	78709,5
Divers (net)	-5533,2	-11566,4	-15300,5	-10647,8	-2274,5	-25238,5
SITUATION NETTE	189898,2	314726,5	285623,6	259273,3	130646,6	189737,8
Emprunts à long terme				41299,4	20000,0	9727,1
TOTAL DU PASSIF	196528,7	890166,7	796540,8	865705,2	803374,4	1331622,3

Source: Tableau 2 de l'Annexe et FMI (CPI fin d'année).

a Solde non consolidé au 30 septembre 1988.

Tableau 4 de l'Annexe

BCA - Portefeuille de l'Actif 1983 - 1988 (En milliers de zaires de chaque année)

	Année					
	1983	1984	1985	1986	1987	1988 <sup>a</sup>
VALEURS DISPONIBLES	37788,1	170581,3	139395,4	133057,7	264005,8	1503196,0
Caisses et banques	37788,1	170581,3	139395,4	133057,7	264005,8	1503196,0
COURT TERME	1372,4	31666,9	75816,7	133451,2	340472,3	869921,0
Clients débiteurs	-	561,1	18146,5	35923,6	99431,1	141398,0
Prêts agricoles à court terme	-	19827,5	38017,7	50367,2	122848,7	322063,0
Prêts au personnel	-	260,3	3,0	238,2	793,2	1742,0
Comptes de régularisation	1254,8	10714,2	18362,3	35242,2	81478,1	75165,0
Bons du Trésor	-	-	-	10180,0	10180,0	10180,0
Autres éléments d'actif court terme	117,6	303,9	1287,2	1500,1	25741,3	319373,0
VALEURS IMMOBILISEES	4080,2	22007,2	63796,2	152724,8	198896,2	364839,0
Immobilisés corporels	3211,9	8313,2	7764,9	20521,1	40413,5	76901,0
Autres valeurs immobilisées						
Acomptes sur commandes d'immob.	-	1448,7	681,6	3903,9	22864,1	43815,0
Participation	-	-	1001,7	1001,7	1001,7	1002,0
Cautionnements versés moyen terme	-	-	-	158,9	359,1	339,0
Prêts agricole moyen terme	-	4712,0	46029,8	115296,8	124704,5	226667,0
Prêts moyen terme au personnel	-	-	635,9	6326,7	5026,6	11588,0
Autres éléments d'actif long terme	868,2	7533,4	7682,3	5515,7	4526,8	4527,0
TOTAL DE L'ACTIF	43240,6	224255,4	279008,4	419233,7	803374,4	2737956,0

Source: BCA.

a Solde non consolidé au 30 septembre 1988.

Tableau 5 de l'Annexe

BCA - Portefeuille de l'Actif, 1983 - 1987 (en milliers de zaïres constants de 1987)

	Année				
	1983	1984	1985	1986	1987
VALEURS DISPONIBLES	171746,9	677110,8	397959,9	274760,2	264005,8
COURT TERME	6237,5	125699,7	216449,0	275572,8	340472,3
Clients débiteurs	-	2227,3	51806,5	71229,4	85321,1
Prêts agricoles court terme	-	78703,8	108536,7	95179,9	119704,0
Créances douteuses moins provis.	-	-	-	11778,6	17254,6
Comptes de régularisation	5703,0	42529,2	52422,6	72774,1	81478,1
Bons du Trésor	-	-	-	21021,4	10180,0
Autres éléments d'actif court terme	534,5	2239,5	3683,3	3589,4	26534,4
VALEURS IMMOBILISEES	18544,3	87356,2	182131,9	315372,1	198896,2
Immobilisés Corporels	14598,2	32998,7	22168,0	42375,4	40413,5
Prêts agricoles Moyen terme	-	18703,8	131410,5	238084,5	117999,1
Créances douteuses moins provisions	-	-	-	-	6705,4
Autres élém. d'actif M/L terme	3946,1	35653,6	28553,4	34912,2	33778,3
TOTAL DE L'ACTIF	196528,7	890166,7	796540,8	865705,2	803374,4

Source: Tableau 4 de l'Annexe et FMI (CPI fin d'année).

Tableau 6 de l'Annexe

BCA - Prêts Demandés et Approuvés par Secteur de Destination, 1984 - 1987.  
Montants en milliers de zaïres de chaque année

Secteur de destination	Année									
	1984		1985		1986		1987		Total period	
	N	Montant	N	Montant	N	Montant	N	Montant	N	Montant
<b>A. Demandes de Prêts</b>										
Production et Evacuation produits agricoles	350	1321525	221	982773	96	563475	68	850984	735	3718757
Cultures annuelles	252	1006949	143	630169	60	360000	36	444695	491	2441813
Cultures pérennes	24	51874	4	16825	3	22500	6	40755	37	131954
Bétail (engraiss,)	1	458	1	7454	1	976	1	18500	4	27388
Bétail (production)	59	236576	34	200744	8	30041	13	190165	114	657526
Pêche et pisciculture	6	8926	7	21026	1	37478	0	0	14	67430
Evacuation prod, agricoles (camions et autres véhicules)	8	16742	32	106555	23	112480	12	156869	75	392646
Commercialisation agricole	105	262982	89	311361	40	199001	70	290689	304	1063533
Commerce	5	10229	10	21616	86	286864	67	377280	168	695989
Agro-industrie	6	8418	6	30554	3	11949	1	2000	16	52921
Divers <sup>a</sup>	4	35115	2	3350	1	600	2	13388	9	52453
Total	470	1638269	328	1349154	226	1061889	208	1534341	1232	5583653
<b>B. Prêts accordés et décaissés</b>										
Production et Evacuation produits agricoles	8	14964	19	58195	15	52361	7	25742	49	151262
Commercialisation agricole	30	37723	32	44770	14	30470	38	119715	114	232678
Commerce	2	5350	5	12180	55	142130	57	202228	119	361888
Total	40	58037	56	115145	84	224961	102	347685	282	745828

Source: BCA.

a Activités en-dehors de l'objectif social de la banque.

Tableau 7 de l'annexe

BCA - Formation du Résultat, 1983 -1987  
(en milliers de zaïres de chaque année)

	1983	1984	Année 1985	1986	1987
Intérêt perçu	1441,6	28647,3	52556,2	76403,7	140785,7
Intérêt bonifié	-1,5	-151,1	-1376,0	-5305,8	-33869,9
MARGE BENEFICIAIRE BRUTE	1440,1	28496,2	51180,2	71097,8	106915,8
Matériel et fournitures consommés	399,2	3053,5	5719,3	8407,9	15201,8
Transport consommé	15,4	769,5	635,4	2488,5	5333,6
Autres services consommés	807,5	6851,7	10935,6	16512,0	41140,1
(Total cons. mat. et serv. internes)	1222,2	10674,7	17290,4	27408,3	61675,5
VALEUR AJOUTEE	217,9	17821,6	33889,8	43689,5	45240,2
Produits et profits divers	12,2	4,2	4892,3	20508,8	48559,4
(valeur ajoutée + autres produits)	230,0	17825,7	38782,1	64198,3	93799,7
Charges et pertes diverses	384,5	1724,2	5224,2	11992,6	40025,8
Charges du personnel	2603,6	12630,4	28890,4	39294,0	82266,0
Contributions et taxes	4,3	37,4	36,5	172,4	122,8
Dotations portefeuille clients	0,0	0,0	1045,9	5229,1	11030,2
(Total dépenses opérationnelles)	2992,4	14392,0	35197,1	56688,1	133444,8
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-2762,4	3433,8	3585,0	7510,1	-39645,2
Dotation aux amortissements et provisions pertes et charges	-311,1	-981,5	-2952,1	-6524,8	-7349,1
(Rés. brut-dot.amort.et prov. pet.ch.)	-3073,5	2452,2	632,8	985,3	-46994,3
Résultat sur cession d'immob.	-9,6	0,0	54,1	548,0	1917,4
RESULTAT NET D'EXPLOITATION (a)	-3083,1	2452,2	686,9	1533,3	-45076,9
Produits hors exploitation	1155,1	1114,5	0,0	917,4	829,1
Charges hors exploitation	-72,8	-1365,4	-308,5	-1820,9	-3010,0
RESULTAT NET HORS EXPLOITATION (b)	1082,3	-250,9	-308,5	-903,6	-2180,9
RESULTAT NET DE LA PERIODE (a+b)	-2000,8	2201,4	378,4	629,8	-47257,9

Source: BCA,